



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3013
1^{er} mai 2026
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Il faut confisquer les bénéfices des profiteurs de guerre !



DASSAULT AVIATION



TOTALENERGIES

1^{er} Mai
**Journée
de lutte
internationale**

Page 3

Logement
**Lecornu
pérennise
la crise**

Page 6

Les 23, 24 et 25 mai



Pages 8 et 9

Leur société

- 1^{er} Mai : pas une fête, une journée de lutte 3
- Audiovisuel : l'objectivité version Bolloré 3
- 2027 : au secours, Hollande revient ! 3
- France - Royaume-Uni : un accord contre les migrants 4
- Universités : les étudiants étrangers taxés 4
- Nos lecteurs écrivent : rafle policière dans les Yvelines 4
- Travailleurs immigrés : rackettés par l'État 5
- Électrification : une bonne fée pour les patrons 5
- Réindustrialisation : méthode Notre-Dame sans miracle en vue 5
- Logement : la relance des passoires thermiques 6
- Master Poulet : la politique de basse-cour 6
- Aide sociale : les pauvres, présumés coupables 6
- À voir : « l'affaire Abdallah » 6
- Prisons : une situation catastrophique 7
- Assurances : le climat change, le profit reste 7
- Suffira-t-il d'interdire les cataclysmes ? 7
- Collège Honoré-d'Urfé Saint-Étienne 7

Dans le monde

- Moyen-Orient : bras de fer inégal 10
- Liban : des morts et des ruines 10
- États-Unis : au pays du lait, du miel et du colt 11
- In Trump we trust 11
- Grèce : Macron, VRP en treillis 11
- Rougeole : le virus tue, la société aussi 11
- Mali : la population entre djihadistes et militaires 16
- Il y a 40 ans : la catastrophe de Tchernobyl 16

Dans les entreprises

- Groupe Elsan - Perpignan 12
- RATP ligne 13 12
- Site ArcelorMittal - Florange 12
- Société STN 12
- Stellantis - Poissy 13
- Groupe Bodet 13
- Livreurs à vélo 13
- PCM - Champocé-sur-Loire 14
- GSF - Pau 14
- Samsic Shuttle - Roissy 14
- Lustucru - Saint-Genis-Laval 14
- SNCF - Lyon 15
- France Travail 15

Agenda

- La Fête de Lutte ouvrière à Presles 8 et 9

Confiscation des bénéfices de tous les profiteurs de guerre!

Face à la flambée du prix des carburants, le Premier ministre poursuit ses gesticulations. Il accuse désormais des distributeurs de ne pas jouer le jeu. La charge n'est pas très violente, Lecornu a indiqué avoir demandé à ses ministres « *d'objectiver (!) une bonne fois pour toutes ce qui s'était passé sur les marges des distributeurs* ».

De qui se moque-il ? Combien de temps leur faudra-t-il pour « objectiver » ? Tout le monde l'a constaté à la station-service : quand les cours du pétrole mondial augmentent, les hausses sont aussitôt répercutées, mais quand ils baissent, le prix à la pompe met beaucoup de temps à redescendre.

Personne ne sera étonné d'apprendre que les distributeurs de carburants ont profité de l'envolée du cours du baril de pétrole pour augmenter leurs marges, parfois de 30 %.

Le gouvernement se prépare peut-être à mettre à exécution son décret sur l'encadrement des marges des distributeurs. Dans ce cas, ce sera beaucoup de bruit pour pas grand-chose car cela n'empêchera pas les prix de monter si le cours du pétrole continue de grimper. En attendant, on ne parle pas de tous les autres profiteurs qui se gavent sur notre dos à une échelle bien plus grande.

Les plus gros profiteurs protégés

Depuis le début de la guerre en Iran, les marges des pétroliers ont été multipliées par quatre. Leurs cours en Bourse se sont envolés. TotalEnergies a réalisé un coup spéculatif à un milliard de dollars. Contre ce profiteur-là, le gouvernement n'a rien prévu. Même chose pour les engrais, vendus avec 30 % d'augmentation.

Là encore, les profiteurs ne sont pas pointés du doigt !

Et puis, il y a les financiers, qui ne sont jamais les derniers à se servir. Ils demandent un milliard supplémentaire pour le remboursement de la dette française parce que les taux d'intérêt ont augmenté. Mais cette hausse ne tombe pas du ciel : elle est imposée par les banques et fonds d'investissement, qui profitent de la situation pour racketter encore plus l'État et, en fait, la population. Eh bien, le gouvernement obtempère et prévoit de réviser le budget pour faire 6 milliards d'économies supplémentaires !

Le gouvernement ne combat pas les profiteurs de crise et de

guerre, il les engraisse, à commencer par ceux de l'industrie d'armement. Un seul missile Mica est vendu 600 000 euros par MBDA à l'État, une heure de vol d'un Rafale, c'est 20 000 euros.

Au total, rien que le surcoût engendré par les opérations militaires dans le Golfe se monte à 200 millions par mois. C'est autant d'argent qui va se retrouver dans les coffres-forts de Thales, Dassault, Safran, Naval Group... et de leurs actionnaires, qui se félicitent que la guerre se poursuive.

Ces messieurs de la bourgeoisie ne font pas la guerre, eux. Ils la vendent. Et nous la payons.

Nous ne la payons pas encore au prix de dizaines de milliers de morts comme c'est le cas en Ukraine ou au Moyen-Orient. Mais nous en payons déjà la facture, qui va encore s'alourdir puisque le gouvernement a prévu une rallonge à la loi de programmation militaire de 36 milliards d'ici à 2030.

N'acceptons pas d'être les victimes de leur système, de leur crise et de leurs guerres !

Macron a osé affirmer que « *nous sommes tous embarqués dans la même galère* ». Quelle blague ! Les capitalistes profitent et s'enrichissent, et le monde du travail paie !

Nous laissons une fortune à la pompe. Nous payons une inflation qui ronge nos salaires, déjà insuffisants. Nous payons parce que le grand patronat conforte sa rentabilité en multipliant les suppressions d'emplois et les fermetures de sites. Nous payons aussi parce que le gouvernement, au prétexte de la crise, réduit toutes les dépenses utiles à la population.

Il ne faut plus l'accepter. Il faut nous opposer

à la grande bourgeoisie et aux actionnaires à la tête des multinationales. Ce sont des rapaces, des profiteurs de guerre et des spéculateurs, qui font leur beurre sur les malheurs du monde.

Il faut que les travailleurs se préparent à faire ce qu'aucun gouvernement ne veut faire : rendre publics les comptes des multinationales et de leurs holdings pour faire vraiment la transparence sur les circuits de l'argent. Il faut confisquer leurs bénéfices de guerre, empêcher les capitalistes de laminer notre pouvoir d'achat et de priver des centaines de milliers de travailleurs de leur gagne-pain.

Nathalie Arthaud



1^{er} Mai : pas une fête, une journée de lutte

Non, le 1^{er} Mai n'est pas la fête du Travail, ni celle du muguet, ni la fête de « ceux qui aiment le travail parce qu'ils savent que par le travail on construit son avenir et l'avenir du pays », comme avait osé le dire Macron, le 1^{er} Mai 2019.

Le 1^{er} Mai est une journée de lutte des travailleurs pour leurs revendications, leur droit à vivre dignement dès maintenant et pour débarrasser la société de l'exploitation capitaliste.

La date fut choisie par la Deuxième Internationale pour rappeler le massacre de Haymarket aux États-Unis en 1886. Par la suite, les gouvernements ont oscillé entre la répression, des interdictions musclées, ou même la récupération comme sous Pétain qui travestit le 1^{er} Mai en une « fête du Travail et de

la Concorde sociale ». Après la Seconde Guerre mondiale, en en faisant une journée de fête légale « du Travail », chômée et payée, la bourgeoisie a voulu le réduire à des bals populaires et à un symbole fleuri de la paix sociale.

Avec le concours des organisations syndicales et des partis de gauche réformistes, les drapeaux tricolores ont souvent remplacé le drapeau rouge. Au moment où la crise et les guerres explosent un peu partout dans le monde, cet alignement sur la bourgeoisie est dramatique.

Née des luttes et de l'internationalisme revendiqué par les révolutionnaires du 19^e siècle, cette journée marque la volonté de faire vivre une organisation internationale des travailleurs du monde entier visant à mettre fin à l'exploitation à l'échelle mondiale. Lutte ouvrière appelle d'autant plus à y participer aujourd'hui, dans une période marquée par la montée des tensions guerrières et des tendances réactionnaires, pour affirmer une perspective communiste révolutionnaire.

Sylvie Maréchal

Dans de nombreuses villes, des manifestations sont organisées. À Paris, elle partira à 14 heures de la place de la République.



LES MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI A PARIS
Une charge de cavalerie

MUSÉE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le 1^{er} mai 1906 à Paris.

Audiovisuel : l'objectivité version Bolloré

La commission parlementaire sur l'audiovisuel public, créée en octobre 2025 à l'initiative des députés UDR, vient de clore ses travaux et les députés ont voté la publication de son rapport.

L'UDR est le parti de droite d'Éric Ciotti qui se veut le pont entre la droite classique et le RN de Le Pen-Bardella. Selon le rapporteur de la commission, le ciottiste Charles Alloncle, son objet était l'examen des comptes de ce service public et l'évaluation de son objectivité, en particulier dans le domaine politique. Son objet réel, quelque peu différent, est rapidement apparu : mener un procès à charge contre les animateurs et les journalistes des chaînes publiques, globalement considérés comme des suppôts de la gauche caviar, avec l'exigence d'économiser un milliard d'euros, soit le quart de la subvention publique.

Les accusations politiques sont évidemment risibles, car les chaînes publiques soutiennent sans coup férir, et les yeux fermés, l'ordre social et

le pouvoir du capital. Certes les journalistes du service public ne sont pour la plupart pas des électeurs de l'extrême droite et il leur arrive parfois de le dire ou de le laisser entendre, ce que Alloncle voudrait leur interdire. Mais, à ce jour, et à la différence de celles du groupe Bolloré, les chaînes publiques ne passent pas tout leur temps d'antenne à débâter sur les migrants, les islamistes et la terreur d'extrême gauche. Elles donnent même encore l'occasion de s'instruire par d'intéressantes émissions et c'est aussi une des choses qui gênent l'extrême droite.

La commission a dénoncé les bénéfices réalisés par des sociétés privées qui vendent des émissions aux chaînes publiques. Leurs profits sont certes coquets et les producteurs-animateurs célèbres ne pointent pas aux restos du

cœur, pas plus d'ailleurs que les hauts cadres de la télévision. Alloncle, Ciotti, Le Pen et Bolloré sont d'autant plus sourcilieux sur les quatre milliards de l'audiovisuel, et les quelques-uns qui en vivent largement, qu'ils applaudissent aux 60 milliards du budget militaire et aux 171 milliards d'aides aux entreprises qui, tous, finissent dans les coffres des grands groupes privés.

Quel que soit son résultat, la commission aura été

un tremplin pour Alloncle, son parti et les idées réactionnaires qu'il partage avec le RN et le groupe Bolloré. Les médias de ce dernier lui ont d'ailleurs tressé des couronnes tout au long des débats et ses services lui ont adressé des « argumentaires » pour faciliter son travail. Ce n'est pas par simple proximité idéologique. Alloncle propose en effet que le service public laisse une plus grande part du marché publicitaire au

privé et réduise les retransmissions des grands événements sportifs. Et à qui donc iraient alors le Tour de France, les Jeux Olympiques et la coupe du monde de football ?

Les bénéficiaires pour Bolloré, les bonnes émissions pour personne, Pascal Praud, matin, midi et soir pour tout le monde, quelle radiieuse perspective a voulu ouvrir cette commission !

Paul Galois

2027: au secours, Hollande revient

Samedi 25 avril, François Ruffin tenait un meeting en plein air devant l'hôtel de ville de Lyon, tout juste conservé par les écologistes. Il a mis en scène son « entretien d'embauche » par un ouvrier sidérurgiste, une infirmière, un pizzaiolo et une retraitée.

Si Ruffin se veut « le candidat du travail » qui se fait embaucher par « le peuple » et s'il a taclé à plusieurs reprises le Rassemblement national, il a aussi lourdement insisté sur le fait qu'il s'adressait « aux Français ». Se disant partisan du nationalisme économique, il veut instaurer des taxes aux frontières, et, pour se démarquer de Mélenchon, il a martelé

qu'il n'y avait pas de « nouvelle France », mais une « seule France ». Les travailleurs, français ou immigrés, exploités ou licenciés par des patrons bien français apprécieront.

Le même jour en Bretagne, s'adressant à un tout autre électeurat, l'ex-président socialiste François Hollande et l'eurodéputé Place publique Raphaël Glucksmann, posaient ensemble, aux côtés notamment de l'ex-ministre de l'Économie macroniste Éric Lombard, de l'écologiste Yannick Jadot et du financier de gauche Mathieu Pigasse.

De son côté, Boris Vallaud, chef des députés socialistes, concurrent à la

fois de François Hollande et du Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, cherche la lumière en publiant un livre, intitulé « Nos vies ne valent pas des marchandises ». Il y défend le concept de « démarchandisation », un mot qui sonne altermondialiste voire anticapitaliste. Il resterait à expliquer comment convaincre les capitalistes de se « démarchandiser ». Et on peut en dire autant de Hollande, de Ruffin, de Glucksmann, mais aussi de LFI, qui tous tentent de ressusciter une alternative de gauche qui ne voudrait surtout pas s'en prendre au capital, mais au contraire le servir.

Xavier Lachau



La retransmission des Jeux Olympiques, une manne pour les chaînes.

France – Royaume-Uni : un accord contre les migrants

Les gouvernements français et britannique viennent de conclure un nouvel accord, mercredi 22 avril, pour empêcher les traversées clandestines de la Manche.

Les deux États ont ainsi reconduit pour trois années supplémentaires le traité de Sandhurst signé en 2018 et déjà prolongé à plusieurs reprises. Le budget de la police a été augmenté de 540 à 580 millions d'euros, et une partie du financement britannique, 186 millions, a été conditionnée à l'efficacité de ces mesures. Le nombre d'agents chargés d'empêcher les départs depuis la France doit doubler d'ici à 2029, pour atteindre environ 1 400. Des drones, des hélicoptères, des caméras thermiques, des jumelles nocturnes, le meilleur de la technique moderne, seront utilisés, non pas pour rendre la société plus humaine, mais pour rendre la vie encore plus dure aux plus pauvres. Et pour bien montrer qu'ils sont intransigeants, les ministres de l'Intérieur français et britannique, Laurent Nuñez et Shabana Mahmood, ont

visité ensemble, le 23 avril, le chantier d'un centre de rétention destiné à enfermer les migrants visés par une obligation de quitter le territoire français (OQTF) à Loon-Plage, près de Dunkerque.

Des deux côtés de la Manche, la plupart des partis font de la surenchère sur le terrain de la lutte contre l'immigration clandestine. Le Premier ministre travailliste Keir Starmer cherche à conserver la majorité lors d'élections locales qui ont lieu début mai et, face aux attaques du parti d'extrême droite Reform UK de Nigel Farage, il a promis de « reprendre le contrôle des frontières ». Tout comme en France où la lutte contre l'immigration sert de thème de campagne démagogique à bien des candidats à la future élection présidentielle, de Retailleau ou Darmanin à Wauquiez, Ciotti ou Bardella, pour ne citer que ceux-là.

Les démagogues des deux pays savent pourtant bien qu'un tel accord n'empêchera pas les migrants, qui ont traversé la planète en risquant leur vie, de tenter de franchir les quelques kilomètres qui les séparent du Royaume-Uni, où ils espèrent trouver du travail et une vie meilleure. En 2025, au moins 40 000 personnes auraient rejoint ce pays sur de petites embarcations, deuxième chiffre le plus élevé depuis 2018. Le gouvernement français affirme que le nombre de traversées aurait diminué de moitié depuis le début de 2026, et se vante d'avoir arrêté 480 passeurs en 2025. Mais au moins 29 migrants sont morts sur le bras de mer en 2025, et six déjà en 2026.

Le principal résultat de cette politique criminelle est que les migrants devront prendre encore plus de risques, partir de plus loin, de Belgique pour certains, souvent en y laissant la vie.

Hélène Comte

Universités : les étudiants étrangers taxés



Dans une manifestation étudiante contre la discrimination financière.

À Strasbourg, le 16 avril, un rassemblement a été organisé pour dénoncer la radiation de 37 étudiants qui n'avaient pas pu payer l'intégralité de leurs droits d'inscription à l'université, des droits fortement supérieurs à ceux des étudiants français ou venant de l'UE.

Depuis la publication, en 2019, du décret cyniquement baptisé « Bienvenue en France », les étudiants venant de pays hors Union européenne peuvent se voir imposer des droits d'inscription de 2 895 euros en licence et 3 941 euros en master, contre 178 euros et 254 euros pour les étudiants français ou européens.

Jusqu'ici, à la suite des mobilisations contre ce décret, la plupart des universités ne l'appliquaient pas vraiment : seuls environ 10 % des étudiants extracommunautaires payaient effectivement ces frais en 2025. Mais le ministre de l'Enseignement supérieur veut inverser les proportions : dès la rentrée prochaine, les universités seraient tenues de faire payer 90 % de ces étudiants.

Certaines universités ont déjà commencé à durcir leur politique, comme celle de Strasbourg. Les étudiants radiés ont pourtant suivi leur année, travaillé, préparé ou passé leurs examens. Certains n'ont réellement découvert le montant à payer qu'après le rejet de leur demande d'exonération, alors que l'année était engagée depuis plusieurs mois. D'autres racontent avoir dû s'endetter, accumuler des retards de loyer ou multiplier les heures de travail salarié pour tenter de payer, en vain.

Le gouvernement veut multiplier ce genre de situations. D'autant plus que cette hausse s'ajoute à la suppression des APL, au 1^{er} juillet 2026, pour les étudiants extracommunautaires non boursiers. Avec les frais différenciés, le ministre espère ainsi tirer jusqu'à 250 millions d'euros par an de la poche de ces étudiants. Mais en réalité beaucoup d'entre eux ne pourront tout simplement pas continuer à étudier en France.

Dans des universités étranglées financièrement, poussées à trouver des ressources propres, faute de financement suffisant de l'État, taxer les étudiants est présenté de plus en plus ouvertement comme une solution. Un rapport de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale de l'éducation, rendu public en février 2026, affirme même que la hausse des frais d'inscription constitue le « principal levier directement mobilisable » pour trouver de l'argent. Et c'est aussi un des sujets discuté lors des Assises du financement des universités dont le rapport est attendu fin mai.

Le ministère commence par les étudiants étrangers mais c'est l'ensemble des étudiants qui risque d'être visé, à commencer par ceux des milieux populaires.

Lucas Pizet



Migrants tentant de traverser la Manche.



Nos lecteurs écrivent : Rafle policière dans les Yvelines

Le matin, je prends la ligne de bus qui part des Mureaux, dans les Yvelines, vers la Défense, pour me rendre à l'école où je suis élève. À 7 h 30, les personnes qui prennent ce bus pour se rendre sur leurs lieux de travail sont en majorité des travailleurs d'origine immigrée.

Il y a un mois, fin mars, alors que nous passions un péage sur l'A14, une quinzaine de policiers ont arrêté le bus pendant un quart d'heure, et ont procédé à un contrôle des papiers de tous les passagers. Ils ont embarqué avec eux trois personnes, leur disant que leurs

papiers n'étaient pas en règle. Certains travailleurs leur ont demandé des justificatifs de retard, qu'ils ont refusé de donner.

En fait de tels contrôles semblent fréquents, visant clairement les travailleurs immigrés.

Un lecteur révolté

Travailleurs immigrés : rackets par l'État

La loi de finances votée en février comportait tout un volet contre les travailleurs étrangers, car rendre quasiment impossibles les demandes de titre de séjour ne suffisait pas aux pouvoirs publics. À partir du 1^{er} mai, le tarif des taxes liées à ces demandes devrait fortement augmenter.

Le timbre fiscal que tout travailleur étranger doit payer pour l'obtention d'un titre de séjour passe en effet de 225 euros à 350 euros. Le tarif minoré pour les jeunes, les travailleurs saisonniers ou les familles, double lui aussi, passant de 75 à 150 euros. Mais le racket ne s'arrête pas là. Il faudra payer 250 euros au lieu de 225 pour le renouvellement de ce même titre de séjour. Le duplicata de ce précieux sésame coûte autant que sa première obtention, soit 350 euros. Pour la naturalisation française, l'addition aussi est élevée, la demande d'accès à la

nationalité passant de 55 euros à 255.

De nouvelles taxes ont aussi été inventées. Pour renouveler une autorisation temporaire de séjour, il faudra désormais déboursier 100 euros. Transformer un permis de conduire étranger en un permis valable en France coûtera 40 euros, alors que c'était gratuit jusque-là.

Ces travailleurs devront donc déboursier des sommes extravagantes pour des actes administratifs vitaux. Or ils sont déjà largement exploités et volés par de multiples trafiquants. Les travailleurs étrangers en

situation irrégulière sont déjà rançonnés par ceux qui leur fournissent des papiers, arnaqués par les patrons qui les embauchent et les surexploitent, maltraités par des bailleurs escrocs...

L'État fait déjà tout ce qui est en son pouvoir pour rendre la vie encore plus difficile à ces travailleurs. Les bureaux des préfectures sont systématiquement inaccessibles quand il faut faire des demandes ou pour faire renouveler son titre de séjour. Le parcours administratif pour constituer un dossier est un enfer. Le manque de créneaux disponibles renforce un véritable trafic des rendez-vous. Bien des travailleurs précaires peuvent se retrouver sans papiers du jour au lendemain, et perdre leur emploi pour un simple retard administratif, volontairement organisé par des préfectures dont la lutte contre les travailleurs les plus pauvres est le leitmotiv.

En véritable usurier, l'État augmente maintenant les droits à s'acquitter pour obtenir des papiers réguliers. Il se comporte comme tous les trafiquants et passeurs qui profitent de la misère de ces travailleurs.

Marion Ajar



Manifestation contre le racisme, le 14 mars.

Électrification : une bonne fée pour les patrons

Le gouvernement a annoncé un plan d'électrification de l'économie dans le but, assure-t-il, de sortir de la dépendance au pétrole et au gaz achetés à l'étranger.

Vingt-deux mesures ont donc été annoncées, le 23 avril, pour développer l'utilisation de l'électricité et réduire celle des énergies fossiles, qui représentent encore 60 % de l'énergie consommée en France.

Parmi les mesures annoncées, le « leasing social » – qui concerne déjà 100 000 ménages – sera étendu dès juillet à 50 000 voitures électriques supplémentaires louées pour 200 euros par mois grâce à des subventions publiques. Le plan prévoit aussi l'installation par l'État de bornes

de recharge sur les routes et autoroutes, ou même au pied des immeubles.

L'installation de pompes à chaleur pour se substituer au chauffage au gaz, le passage à l'électrique pour les fours à pain, les tracteurs, les petits navires, les engins de chantier, les chaudières industrielles, etc., sont autant de promesses de subventions publiques qui aboutiront dans les caisses du patronat.

Lecornu annonce un financement de 10 milliards d'euros pour ces 22 mesures

censées bouleverser le pays en dix ans. Mais, dans l'immédiat, elles n'auront aucun effet sur les prix des carburants, qui continueront de ponctionner les revenus des travailleurs.

Pour se montrer plus concrète et persuasive, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, a déclaré, sans rire, dans *Le Parisien*, que les mesures concernant les pompes à chaleur et voitures électriques permettraient « d'économiser l'équivalent d'un treizième mois ». Signe que Lecornu et son gouvernement mesurent que la question d'augmenter les salaires risque de mettre de l'électricité dans l'air.

Boris Savin



Le site d'exploitation de kaolin à Échassières.

“Réindustrialisation” : méthode Notre-Dame sans miracle en vue

Macron s'est rendu, le 22 avril, sur le site de la future mine de lithium d'Imerys à Échassières, dans l'Allier, un projet contesté par de nombreux riverains et des associations qui redoutent les conséquences pour l'environnement.

Face à ces opposants, Macron a affirmé sa volonté d'accélérer la procédure en se posant en « champion de la réindustrialisation ». Sa méthode miracle doit s'inspirer, a-t-il déclaré, de celle qui a été mise en œuvre lors de la reconstruction de Notre-Dame et lors des JO de 2024. Elle s'appliquerait à 150 projets labellisés « cathédrales industrielles », pour plus de 70 milliards d'euros d'investissements et 30 000 emplois annoncés. En pratique, cela consiste surtout à diminuer les possibilités de recours, regroupés directement au niveau d'une cour administrative d'appel. Il est aussi envisagé d'alléger les normes environnementales. Le seul objectif serait donc de réduire les délais de réalisation de ces projets. Tant pis pour les riverains et l'environnement.

Les patrons concernés seront les seuls gagnants. Dans le cas de la mine de lithium, Imerys s'est ainsi vu promettre en février une prise de participation de l'État de 50 millions d'euros

via la Banque des territoires, filiale publique de la Caisse des dépôts.

Mais comme le patron d'Imerys l'expliquait lui-même, cet argent doit permettre de compléter les études de faisabilité, « pour ensuite avoir les détails suffisants pour décider d'investir, passer des commandes et commencer à creuser dans le sol ». En clair, l'État paye avant même que la décision de creuser la mine ait été prise.

Les procédures administratives peuvent être accélérées, et les possibilités de recours quasiment supprimées, rien ne se fera si les investisseurs n'y voient pas des garanties de profits suffisants. Macron peut bien multiplier ses discours sur la « réindustrialisation », les patrons font leurs calculs et, tout en empochant les subventions publiques, ils continuent de fermer des entreprises et de supprimer massivement des emplois pour augmenter les bénéfices et les dividendes versés aux actionnaires.

Lucas Pizet

Logement: la relance des passoires thermiques

À l'occasion d'un déplacement à Marseille, jeudi 23 avril, Lecornu a annoncé qu'un projet de loi censé relancer le logement serait présenté d'ici l'été.

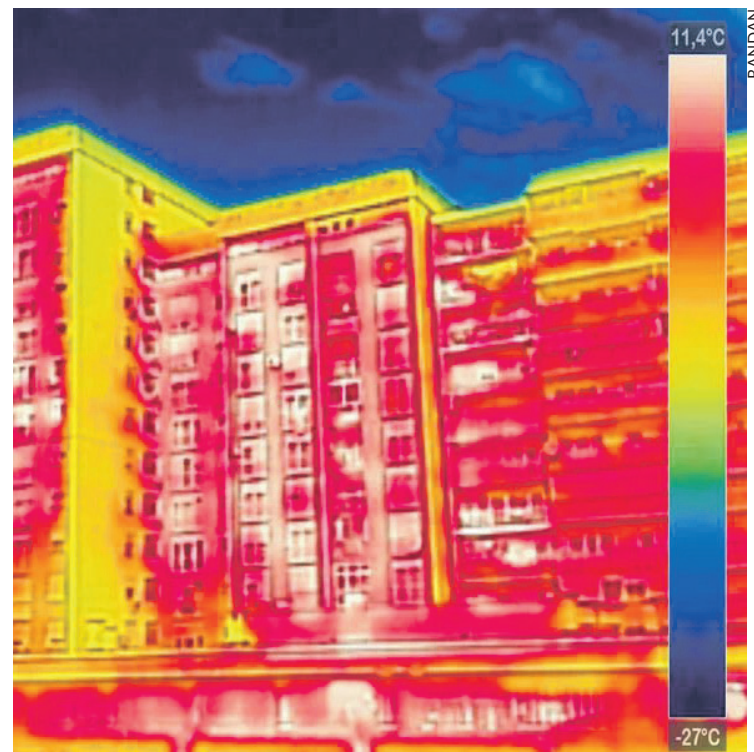
Pour résoudre la crise dans ce domaine, le gouvernement envisage de modifier les réglementations concernant les « passoires thermiques », ces logements très mal isolés. Depuis le 1^{er} janvier 2025, une partie d'entre eux, classés G, les plus énergivores, étaient interdits à la location. Les autres, classés F, devaient l'être en 2028. Leurs propriétaires étaient donc obligés de faire des travaux de rénovation avant de pouvoir les louer. « Il faut savoir changer de méthode », a déclaré Lecornu, en annonçant que les travaux

pourraient être faits après la location, dans un délai de trois ans pour les maisons individuelles, et cinq ans pour les appartements en copropriété. Cette mesure pourrait remettre ou maintenir plus de 650 000 logements sur le marché locatif. Et pour vérifier que les travaux sont effectifs, le contrôle doit être confié à l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), un organisme qu'il est question de faire disparaître.

À ceux qui ont besoin d'un toit, le gouvernement envisage donc de proposer

des passoires thermiques, sans même une diminution de loyer pour régler les factures de chauffage. Pour l'isolation des HLM, l'État devrait apporter une petite subvention, loin de compenser ce qu'il prélève sur leur budget chaque année. Lecornu a aussi annoncé la construction de deux millions de logements d'ici à 2030. Mais comment croire à la promesse d'un gouvernement dont la survie n'excèdera pas un an ? Surtout qu'il répète à longueur de journée qu'il faut réduire les dépenses.

Le plan gouvernemental a été perçu comme un bon signal par la fédération des promoteurs immobiliers car il réduit les contraintes



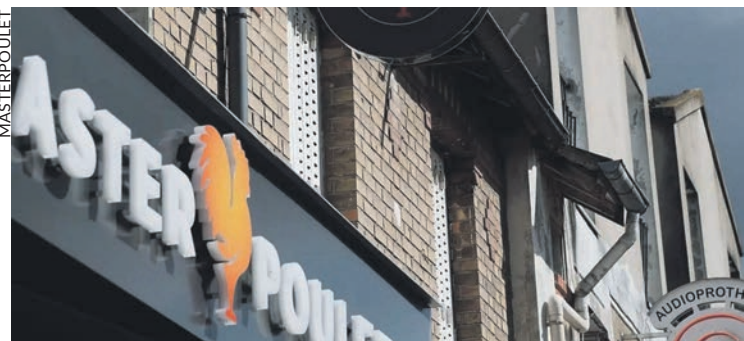
Un immeuble passoire thermique : plus la couleur tire sur le rouge, plus il y a déperdition de chaleur.

qui leur étaient imposées et maintient les subventions dont ils pouvaient bénéficier. Le marché locatif proposera peut-être plus de

logements, mais beaucoup seront de mauvaise qualité et leurs loyers resteront hors de prix.

Jean Sanday

Master Poulet: politique de basse-cour



Karim Bouamrane, le maire PS de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, est parti en guerre contre la boutique de restauration rapide Master Poulet, ouverte depuis le 11 avril dans le centre-ville.

Ce maire prétend lutter contre la « malbouffe », tandis que la chaîne spécialisée dans la vente de poulet grillé se vante de nourrir les plus pauvres à bas prix. Mais après que la justice a donné raison à la chaîne de restauration, le maire de Saint-Ouen a dû faire retirer les blocs de béton qu'il avait fait installer devant la boutique. Qu'à cela ne tienne, ces blocs étaient remplacés dès le 26 avril par de gigantesques pots de fleur. De son côté, le roi du poulet multiplie les banderoles, dont les textes vont de « Nous sommes ouverts, n'en déplaise à Karim » à « Master Poulet contre la corruption, à suivre... », accusant à demi-mots le maire d'y

céder dans l'attribution des locaux.

Karim Bouamrane met en avant les nuisances sonores et olfactives que le restaurant engendrerait. Dans le camp adverse, Master Poulet se présente comme le « fast-food du peuple », alors que le groupe, qui compte 36 restaurants dans le pays et plus de 50 points de vente en tout, cherche bien sûr d'abord à être rentable.

Le maire justifie sa bataille en expliquant vouloir « protéger la qualité de vie des habitants » et promouvoir une « alimentation de qualité dès le plus jeune âge ». Comme si c'était la prolifération d'enseignes de restauration rapide qui empêchait les familles populaires d'accéder à une alimentation saine, et pas l'état de leurs finances ! Ce combat de coqs n'aura servi qu'à fournir une bonne dose de publicité aux deux combattants.

Nadia Cantale

Aide sociale : les pauvres, présumés coupables

Dans un rapport publié le 23 avril, la Défenseure des droits s'alarme de « l'industrialisation » des contrôles qui assimilent les pauvres à des fraudeurs.

La fraude dite sociale est estimée à 14 milliards d'euros en 2025, et elle est en majeure partie imputable au travail « au noir » dont les patrons sont les responsables et les bénéficiaires.

Il n'empêche, ce sont les pauvres qui sont montrés du doigt, une « industrialisation » des contrôles à leur rencontre se développe, à l'aide notamment de l'intelligence artificielle. En 2024, un objectif de 1,5 million de contrôles sur les chômeurs a même été fixé pour la fin du quinquennat.

Stigmatiser les plus pauvres permet de dé-

tourner l'attention des plus riches, pour lesquels la fraude fiscale, par exemple, est de plus de 100 milliards d'euros. Et si en plus l'État peut faire des économies au détriment des allocataires du RSA, cela lui permettra de verser encore plus de subventions au grand patronat.

J.S.

À voir: "l'affaire Abdallah"

Un documentaire de Pierre Carles, visible dans quelques cinémas car les télévisions l'ont refusé, retrace le long combat de Georges Ibrahim Abdallah pour sortir des prisons françaises où il a passé plus de 40 années de sa vie.

Militant des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), qui combattait dans les années 1970-80 pour la libération de la Palestine, Georges Abdallah, arrêté en 1984, condamné en 1987 à la prison à perpétuité pour complicité dans l'exécution d'un responsable des services israéliens et d'un attaché militaire américain, a été maintenu dans les geôles de la république française jusqu'au 7 juillet 2025.

Si le documentaire

permet d'entrevoir la force de caractère d'un militant qui s'affirme communiste et qui n'a jamais renié ses convictions, il est surtout instructif sur le fonctionnement de l'appareil d'État français et sa subordination aux exigences des dirigeants américains. Il jette une lumière crue sur le comportement des ministres et des présidents successifs ainsi que sur les journalistes vedettes des années 1980. Confrontés en 1986 à une vague d'attentat à

Paris, les ministres de Chirac, Pasqua et Pandraud, ont fait circuler la thèse invraisemblable que ces attentats étaient dus aux frères de Georges Abdallah. Ce mensonge d'État pourtant éventé a lourdement pesé sur le verdict.

À partir de 1999, Georges Abdallah s'est heurté à l'acharnement de l'État français qui sous la pression des États-Unis a refusé toute libération conditionnelle. Le documentaire souligne le cynisme sans borne des hommes d'État de la bourgeoisie avec une palme pour les socialistes Fabius, Valls et Hollande.

Xavier Lachau

Prisons : une situation catastrophique

Lundi 27 avril, environ 80 établissements pénitentiaires étaient touchés ou bloqués par un mouvement de grève des surveillants qui dénoncent, à l'appel du syndicat UFAP-UNSA, la surpopulation carcérale et ses conséquences.

Le taux d'occupation moyen était au 1^{er} mars de 137,5 %, et atteint même 200 % dans 25 établissements, avec 87 126 détenus pour moins de 63 500 places. Les traitements inhumains dans les prisons françaises sont dénoncés depuis de nombreuses années par

quantité de rapports, dont le dernier du Conseil de l'Europe, fin janvier, qui parlait d'« entrepôts humains ». La promiscuité dans des cellules où s'entassent les prisonniers – 7 000 dorment par terre – et le manque d'hygiène, avec les nuisibles qui prolifèrent, ne peuvent

qu'encourager la violence et les tensions entre détenus et avec les gardiens, qui sont en sous-effectif permanent.

Tout le système participe de cette embolie : les tribunaux étant débordés, les affaires ne sont pas traitées et certaines détentions sont allongées en conséquence. Sur 87 126 détenus, plus de 22 000 le sont en attente d'un jugement.

Les surveillants comme les détenus sont victimes de la politique du tout

Assurances : le climat change, le profit reste

Mercredi 8 avril, les députés avaient voté à l'unanimité, droite et extrême droite s'abstenant, une « politique nationale d'adaptation au changement climatique », visant à adapter les conditions d'assurance aux temps nouveaux.

Les compagnies d'assurance prétendent en effet ne pas pouvoir faire face à la multiplication des catastrophes, inondations, incendies, glissements de terrain, etc., entraînés par le changement climatique. Elles sont pourtant bien protégées par la loi. En effet, la déclaration de catastrophe naturelle présentée comme une garantie pour les victimes est surtout une garantie pour les assureurs. Grâce à elle, l'État vient à leur secours par le biais de la Caisse centrale de réassurance, un organisme public abondé par les cotisations supplémentaires des assurés. Cette caisse paye alors en tout ou en partie à la place des compagnies et mutualise le coût des catastrophes naturelles entre tous les assurés. Ce qui n'empêche pas les assurances

d'augmenter régulièrement leurs tarifs, sous le prétexte commode de la multiplication des catastrophes.

Le projet de loi initial exprimait aussi cette évidence qu'il est stupide de reconstruire à l'identique des installations qui seront à nouveau menacées, par exemple en zone inondable. La loi invite donc à reconstruire des installations « résilientes », mais, après passage à la moulinette parlementaire, cette recommandation est tout à fait platonique puisque les sinistrés n'ont pas les moyens et que les assureurs ne sont pas tenus de mettre la main à la poche.

Le texte permet, en revanche, d'augmenter les primes d'assurance sur les résidences secondaires et certaines installations professionnelles, sans toutefois

donner de périmètre précis. Cette loi qui n'engage absolument à rien, qui ne change en rien la façon dont les compagnies d'assurance rançonnent le public et se dégagent de leurs responsabilités sur l'État, est donc passée comme une lettre à la poste.

Les députés n'ont pas évoqué le fond des choses, c'est-à-dire la course au profit qui engendre le réchauffement climatique et bien d'autres ravages. Ils n'ont pas parlé non plus du désengagement de l'État dans l'entretien des forêts, des cours d'eau, des digues, à l'origine de bien des déboires, puisqu'ils ont voté, mandature après mandature, tous ces désengagements. Ils n'ont surtout pas mentionné les profits des compagnies d'assurance. Allianz, Generali et AXA ont pourtant cumulé 162 milliards d'euros de profits entre 2016 et 2024, sans même parler de leurs réserves.

Paul Galois

Suffira-t-il d'interdire les cataclysmes ?

La multiplication des aléas climatiques engendre un déficit de plus en plus marqué de la caisse qui couvre les catastrophes naturelles.

Le 24 avril, la Cour des comptes a donc proposé une solution tout à fait particulière à ce problème : considérer que les événements dus au changement climatique sont tellement fréquents qu'ils ne sont plus des catastrophes. Il faut donc vivre

avec et les sortir du régime spécial d'assurance des catastrophes naturelles.

C'est proposer un nouveau marché aux assureurs qui sauront bien calculer les primes liées à ces nouveaux risques ou refuser de les assurer. En revanche les

familles qui ne peuvent pas payer seront abandonnées.

Prévoir et mettre de côté pour faire face à une catastrophe est un progrès de la civilisation. Mais en profiter pour engraisser une poignée de margoulins et finir par renoncer à secourir les plus pauvres, c'est autre chose : l'assurance en système capitaliste.

P. G.



Grève à la prison de La Roche-sur-Yon, le 27 avril.

sécuritaire menée par tous les ministres de l'Intérieur depuis des années. Il faut serrer la vis, taper fort – sur les pauvres –, remplir les

prisons, et tant pis si cela ne met pas fin, et pour cause, à l'insécurité qui grandit sur fond de crise et de misère.

Camille Paglieri

Collège Honoré-d'Urfé Saint-Étienne : une semaine de grève



Une grève quasi-totale d'une semaine, partie du collège stéphanois Honoré-d'Urfé, comptant 1 000 élèves de milieu populaire, s'est étendue aux écoles et centres sociaux des alentours.

Le point de départ de la colère était les classes bondées : dans les salles, il manque souvent des chaises pour que tous puissent s'asseoir. Jeudi 2 avril, une première journée de grève avait mobilisé 90 % des enseignants, surveillants, AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) et personnel administratif, pour que le collège bénéficie du dispositif REP+, qui permet d'obtenir des moyens supplémentaires. Des instituteurs de plusieurs écoles du secteur étaient également en grève pour le même objectif.

Au retour des vacances scolaires, lundi 20 avril, une délégation a été reçue à l'inspection académique, pour n'obtenir que langue de bois et mépris. Le lendemain, en assemblée générale, 80 % du personnel du collège, des enseignants des écoles du secteur rejoints par plusieurs travailleurs des centres sociaux du quartier, ont voté la grève reconductible.

Les grévistes ont distribué des tracts dans le quartier et réalisé des dizaines de banderoles. Vendredi 24 avril, une manifestation partie du collège, en passant par toutes les écoles du secteur et par les centres sociaux, a rassemblé 200 personnes. Les grévistes ont suspendu leur grève, et préparent déjà l'audience avec la rectrice d'académie prévue pour le 4 mai.

Correspondant LO



**Samedi 23, dimanche 24
et lundi 25 mai à Presles**



Les meetings

Sur le grand podium, samedi à 17 heures,
Nathalie Arthaud et **Jean-Pierre Mercier**

Dimanche et lundi à 15 heures,
Nathalie Arthaud



Arboretum

Promenades gratuites et commentées
de 50 minutes, au milieu de 100 espèces d'arbres.

- **Animations:** les qualités du bois, des graines étonnantes, comment fonctionne un tour à bois, comment mesurer un arbre, comprendre le bananier.
- **Conférences:** **Georges Feterman** (association A.R.B.R.E.S.), « Les arbres remarquables au cœur de la biodiversité » et « Dernières nouvelles des arbres » • **Nathalie Machon** (Muséum national d'Histoire naturelle), « Les arbres au secours des villes » • **Brigitte Musch** (Office national des forêts), « Les forêts et le réchauffement climatique ».
- **Adeline raconte aux enfants** de belles histoires sur les arbres.



Village médiéval

- **Des ateliers et échoppes**
La forge médiévale, la calligraphie, la vannerie, le travail du bois, les travaux d'aiguilles, les remèdes d'une herboriste pour lutter contre tous les maux
- **Des démonstrations de techniques de combat**
- **Des spectacles**
Le Procès du cochon : trois truies et un cochon jugés. De la poésie, avec des poèmes de François Villon, Charles d'Orléans, Christine de Pisan et bien d'autres. Samedi et dimanche soir,

spectacle pyrotechnique. Dimanche soir, bal folk.

- **Des conférences**
- **William Blanc:** « Les croisades, réalités et usage politique contemporain », « Robin des Bois, légendes et réalités », sur ses livres *Le Roi Arthur, un mythe contemporain* et *Charles Martel, de l'histoire au mythe identitaire*
- **François Gentili:** « Le château médiéval de Viarmes et autres lieux seigneuriaux, enjeux militaires et guerre de classe »
- **Julie Pilorget:** « Les femmes face à la justice médiévale »

En pratique

La carte d'entrée est à 15 euros pour les trois jours, jusqu'au 10 mai inclus. Le prix sera ensuite de 25 euros. La carte est éligible au Pass culture et l'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Les cartes d'entrée peu-

vent être achetées sur notre site ou auprès des militants, ainsi que les bons qui permettent une réduction de 20 % sur les dépenses à la Fête (payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros sur place).



Renseignements, billetterie, programme :
<https://fete.lutte-ouvriere.org>

Pour venir:

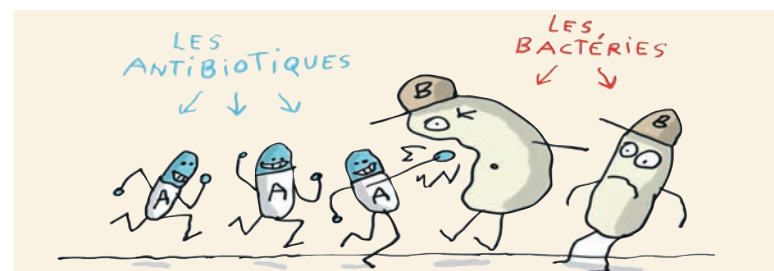
- **En train:** la gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Des minibus font la navette entre la gare et l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).
- **En voiture:** le parking dédié est limité, privilégier le covoiturage.
- **En vélo:** parking dédié.

Carrousel de la connaissance

Les antibiotiques: une victoire médicale, une faillite du capitalisme.

Les antibiotiques ont révolutionné la médecine en faisant reculer massivement la mortalité infectieuse. Aujourd'hui, leur production massive, dont 70 % pour l'élevage, notamment pour engraisser les animaux, engendre une

pollution désastreuse et l'émergence de bactéries résistantes. Cela parce que les antibiotiques sont des marchandises comme les autres, dont seule compte leur rentabilité. **Spectacle audiovisuel de 45 minutes**





Cité politique

La fête est l'occasion de confronter ses idées avec celles d'autres groupes politiques de France, d'Europe et d'autres continents, qui y tiennent un stand.

- Grande distribution : les travailleurs face aux restructurations
- Allemagne : 20 ans après les lois Hartz, attaques d'ampleur contre le monde du travail
- Présidentielle : LFI tente de raviver les illusions électorales
- Océan indien « zone de paix » : vœu pieux des nationalistes
- Espagne : la gauche au gouvernement, une autre manière de servir l'impérialisme

Chapiteau Karl-Marx

Nombreux débats avec des auteurs et des militants.

Espace Friedrich-Engels

- Alizée Delpierre, *Comme des esclaves*
- Fabrice Riceputi pour son livre, avec Safia Kessas, *Un massacre en Kabylie - Algérie 1956*
- Alain Ruscio, *La première guerre d'Algérie - Une histoire de conquête et de résistance, 1830-1852*
- Anne Steiner, *Le Temps des révoltes - Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle époque »*
- Alain Faure, *La Commune, une affaire de famille - Les Souvenirs de Léontine Oudot*
- Emmanuel Brandely, *Les historiens contre la Commune.*
- Fanny Bugnon, *L'élection interdite - Itinéraire de Joséphine Pencalet, ouvrière bretonne (1886-1972)*
- Michèle Audin (1954-2025), *Berbessa - Mes ancêtres colons : lecture d'extraits par sa fille Juliette Sabbah*
- Discussion sur l'Algérie coloniale avec l'historien Emmanuel Blanchard.



Espace Rosa-Luxemburg

- Le commerce maritime mondial (1960-2026)
- La pêche, l'extermination des baleines
- La Commune de Paris, le premier pouvoir ouvrier
- Militantes ouvrières, socialistes et sufragettes en Grande-Bretagne (1890-1914)
- La coupe du monde de football, entre impérialisme et affairisme
- 80 ans de départementalisation des anciennes colonies françaises
- La Révolution américaine, 1776-1783
- La grève générale de 1926 en Grande-Bretagne
- L'Autriche après 1945
- La révolte des cipayes en Inde (1857-1858)
- Révolution et contre-révolution en Espagne, 1936-1937
- La démocratie directe à Paris pendant la Révolution française
- L'histoire du mouvement ouvrier en chansons
- De Cro-Magnon à McDonald's, l'industrialisation de l'alimentation
- Les syndicalistes révolutionnaires des IWW aux États-Unis
- Palestine : la grande révolte arabe de 1936-1939.

Cité des sciences

- Athéna Coustenis : À la recherche d'autres mondes habitables dans le système solaire
- Paul Verdu : Voyages et métissages d'Homo Sapiens, ce que l'ADN révèle de notre espèce
- Cécile Fairhead : Bébé OGM : rêve ou cauchemar ?
- Pascal Depaeppe : L'humanité préhistorique et l'infinie profondeur des temps passés
- Pierre Le Merre : Comment l'architecture du cerveau nous renseigne sur son fonctionnement
- Florent Mazel : La coévolution des humains avec leur microbiote
- Stéphane Tirard : Comment les idées sur l'évolution du vivant ont émergé au 18^e et 19^e siècle
- Marc Peschanski : Parkinson, une maladie marquée par le capitalisme
- Et aussi des mini-conférences sur des thèmes scientifiques, avec démonstrations, ateliers, projections vidéo et débats. Et avec **La Roulotte de la Science**, des animations scientifiques dans la Fête.



Les spectacles



Au Grand Podium

Samedi 23 mai :

- 15h45 - Matthieu Boré trio (rhythm and blues from New Orleans)
- 17h45 - Féloche en solo (chansons)
- 19h30 - FRS Taga (rap)
- 21h15 - Que Tengo (musiques afro-latines et urbaines)

Dimanche 24 mai

- 12h00 - Frent (rock)
- 14h10 - Marcia (chanteuse autrice-compositrice)
- 16h30 - Sidi Wacho (cumbia et hip-hop à la sauce orientale)
- 18h30 - Le Mange Bal (bal électro-folk)
- 21h00 - Zarhazà (chanson urbaine aux accents balkaniques et latinos)

Lundi 25 mai

- 13h30 - À contre-courant, par la Compagnie Jolie Môme (chansons de lutte)
- 17h15 - The Moonlight Swampers (reprises rock)



Au Théâtre de Verdu

Samedi 23 mai :

- 13h15 - Booze & Riots (musique irlandaise)
- 14h45 - Chants de lutte de Corée du Sud
- 16h00 - Jean-Marc raconte Gaston Couté
- 18h30 - B12 Bigband (big band festif)
- 20h30 - Les Mad Liners (soul)
- 21h45 - Mira Ló (DJ)

Dimanche 24 mai

- 11h45 - The Left-wing Lunatics Jazz Union (jazz)
- 12h45 - L'arbre à contes (conteuses)
- 14h00 - Solemnis (quartet vocal déjanté)
- 16h30 - « Muse rouge, chroniques racontées » : une plongée dans le monde ouvrier des années 1920 (spectacle)
- 18h30 - Sparklingsons (reprises rock)
- 20h45 - Samskara (reggae)
- 22h00 - Soirée LOktro (dance music électro)

Lundi 25 mai

- 11h45 - « À la ligne », avec Grégoire Bourbier, d'après le récit de Joseph Ponthus sur sa vie d'ouvrier précaire (théâtre)
- 13h30 - « Levántate, soulève-toi! » (théâtre musical)
- 16h00 - Interlude (post-rock, rap franco-latino)

Et ailleurs dans la fête :

- Périptero (groupe de rebetiko, musique grecque)
- Troupe de l'églantine (théâtre)

Moyen-Orient: un bras de fer inégal

Trois semaines après le début du cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran, le détroit d'Ormuz est bloqué par les deux pays, asphyxiant l'économie iranienne et entretenant la crise économique et pétrolière mondiale.

Si les discussions entre les deux pays n'ont pas repris, le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a multiplié les rencontres diplomatiques. Le 25 avril, il s'est rendu au Pakistan, le pays voisin qui abrite les négociations, le 26 à Oman, le sultanat qui partage avec l'Iran le détroit d'Ormuz, et le 17 à Moscou où il devait rencontrer Poutine. Loin d'être des jusqu'au-boutistes, les dirigeants iraniens, dont le pays a été attaqué par les États-Unis, se disent prêts à rouvrir le détroit d'Ormuz « en coordination avec la partie omanaise » et « en élaborant un nouveau régime juridique ». Mais ils refusent de se soumettre aux exigences américaines et conditionnent cette réouverture à un cessez-le-feu

durable qui inclurait l'Iran et le Liban. Sur la question du nucléaire, ils veulent que les discussions soient reportées à une période où la paix sera rétablie.

De son côté, Trump a continué de lancer des formules à l'emporte-pièce telles que « nous avons toutes les cartes en main, nous avons fait du très bon boulot et nous allons gagner ». Ce triomphalisme masque un relatif échec : malgré les rodomontades de Trump, le régime iranien a résisté à 40 jours de bombardements avec pour conséquence de faire flamber le prix du pétrole, jusqu'aux États-Unis, et de frapper l'économie mondiale en bloquant les transports dans le détroit d'Ormuz. Pour autant, le blocus américain, qui

empêche l'Iran d'exporter son pétrole et de s'approvisionner par la voie maritime – 38 navires auraient été contraints de faire demi-tour vers des ports iraniens en dix jours – a de très lourdes conséquences dans le pays. En plus des infrastructures et des usines détruites, du chômage forcé sans indemnité, la population iranienne subit une forte inflation. Quant au régime, il ne peut plus encaisser les milliards de dollars de ses ventes de pétrole à la Chine et à d'autres pays d'Asie.

On ne peut savoir quelles seront les prochaines étapes du bras de fer en cours. D'un côté, Trump a prolongé sine die le cessez-le-feu après l'échec du premier round de négociations. Il montre ainsi qu'il ne souhaite pas reprendre tout de suite la phase militaire de la guerre, à cause du coût financier de celle-ci et de son impopularité aux États-Unis, à quelques mois



des élections de mi-mandat. Mais, de l'autre, il ne renonce pas à se prévaloir d'une victoire contre l'Iran. Trump a aussi dû admettre que des bombardements aériens, si cruels soient-ils pour la population iranienne, n'ont pas suffi à faire tomber le régime, sans même parler de provoquer le soulèvement populaire que certains de ses proches ou conseillers lui avaient abusivement promis.

Au-delà du personnage de Trump et de ses frasques, l'impérialisme américain est déterminé à affaiblir coûte que coûte les

régimes qui ne lui obéissent pas au doigt et à l'œil. Le pouvoir iranien reste une cible du fait de son histoire, du soutien militaire qu'il a jusqu'à récemment accordé au Hezbollah libanais, au Hamas de Gaza ou aux houthis du Yémen, comme des alliances économiques et politiques qu'il entretient avec la Russie ou la Chine. Que cela aggrave le chaos au Moyen-Orient, provoque une crise économique et crée les conditions d'une guerre générale n'arrêtera pas les dirigeants de l'impérialisme.

Xavier Lachau

Liban : des morts et des ruines

Au moins 2 490 morts et 7 725 blessés, depuis le prétendu cessez-le-feu du 2 mars : c'est le sombre bilan établi le 24 avril par le ministère de la Santé libanais après les bombardements et tirs israéliens sur le sud du Liban, sous prétexte de détruire « des infrastructures militaires du Hezbollah ».

Lors du seul dimanche 26 avril, quatorze habitants de villages du sud du Liban étaient tués sous d'intenses bombardements et, après un ordre d'évacuation diffusé par drones aux habitants de sept villages de la zone de Nabatiyé, un nouvel exode s'est traduit par des encombrements monstres

sur les routes quittant la « zone jaune ». Ces quelque 600 km² sont désormais occupés par l'armée israélienne, et 55 à 70 villages déjà transformés en champs de ruines prétendument pour assurer la protection des villages israéliens limitrophes, eux-mêmes visés par des roquettes du

Hezbollah. La menace sur le Liban s'est même étendue au nord-est, avec des bombardements dans la plaine de la Bekaa.

Les habitants, majoritairement chiites, de ces villages, ainsi que les milliers de familles déplacées qui s'y sont réfugiées, subissent quotidiennement des survols de drones de surveillance et d'avions de chasse, des bombardements, avec ou sans avertissement. Ils doivent évacuer dans la panique et, pour ceux qui tentent de revenir ou

refusent de partir, retrouver des maisons dynamitées et des terres agricoles dévastées.

Le gouvernement israélien, en appelant à la « survie existentielle » du pays, met le même zèle à raser le sud du Liban qu'à Gaza. À preuve, la publicité écœurante faite à un certain rabbin d'extrême droite, réserviste en rangs, choisi comme porte-flambeau dans les récentes célébrations de l'indépendance israélienne. Donné en exemple par Netanyahu et sa clique pour sa « contribution extraordinaire à la société et à l'État », ce religieux fascisant s'était donné en spectacle aux manettes d'un bulldozer blindé, aplatisant les ruines encore fumantes à Gaza. Il sévit à présent dans le sud du Liban et se fait fort de raser « 50 maisons par semaine »... soigneusement protégé par les avions, les chars et les artilleurs israéliens. S'il en était besoin, il est couvert par l'ordre donné par le Premier ministre à l'armée de

« frapper avec force au Liban après les violations du cessez-le-feu par le Hezbollah ». Le prétexte éculé des tirs du parti pro-iranien ne fait évidemment que renforcer la détermination de ses partisans, face à la guerre permanente que le pouvoir israélien impose aux populations de la région.

Le récent accord entre les dirigeants américains et le Premier ministre libanais autorise explicitement Netanyahu à se livrer à des destructions illimitées si elles visent « à se défendre contre des attaques ». Toute latitude est donc clairement donnée par les grandes puissances, et surtout la première, l'impérialisme américain, pour reprendre activement l'occupation du Liban du Sud, pouvant déboucher sur une annexion pure et simple. Ce qui se dessine est une guerre sans fin subie par les habitants de la région, y compris ceux qui croient être défendus par Netanyahu.

Viviane Lafont



Destruction d'immeubles et de maisons dans le sud du Liban, le 27 avril.

États-Unis : au pays du lait, du miel et du colt

Après la tentative d'attentat au Hilton de Washington, Trump dit avoir découvert qu'il fait « un métier dangereux » et s'inquiéterait de « cette violence ».

Touchante naïveté de la part du président d'un État fondé sur l'extermination des Indiens, l'esclavage et l'exploitation du travail dans des proportions

inévitables, l'expansion territoriale au son du canon ; curieux aveuglement pour le chef de la première armée au monde, occupée actuellement à détruire l'Iran et à

fournir de quoi raser Gaza et le sud du Liban.

Mais il y a là aussi une dramatique méconnaissance de son propre pays, celui où il y a plus d'armes à feu que d'habitants, où l'on a le plus de chances de mourir par balles, celles de la police ou celles des gangsters, où l'on assassine les présidents tous les quatre mandats. On peut y ajouter l'inculture crasse du représentant d'une contrée qui a offert au monde *Les sept mercenaires*, *Règlement de comptes à OK corral*, *Une balle signée X* et mille et un autres westerns dans lesquels Trump aurait trouvé une illustration de son douloureux problème moral : quelle violence est légitime ?

Paul Galois

STUDIO QUALITA



In Trump we trust

Dès la nouvelle de l'attentat du Hilton connue, les dirigeants politiques du monde entier se sont précipités pour assurer Trump de leur solidarité et affirmer que « la violence n'a pas sa place en démocratie », mantra repris universellement dans toutes les langues.

La « démocratie » et le non-recours à la violence ne sont pourtant pas les

caractéristiques les plus évidentes de la politique de Trump. Mais ce n'est pas l'ironie que manient ainsi les Macron, Starmer, von der Leyen et Sanchez, dirigeants européens régulièrement injuriés par le président américain, c'est la bassesse. L'occasion était trop belle de tenter de se racheter auprès du chef de la première puissance mondiale. On peut



parier que ce grand numéro de léchage de bottes ne rendra pas celui-ci plus bienveillant.

P. G.

Grèce : Macron VRP en treillis

Macron était en Grèce les 24 et 25 avril pour parler investissements et commandes d'armes.

Macron était accompagné d'une délégation de patrons. C'est que la Grèce est une terre de profits pour la bourgeoisie française. Deux cents entreprises tricolores, employant 17 000 salariés, y seraient implantées, et leurs investissements auraient été de 2 milliards d'euros en 2025, en augmentation de plus de 50 % au cours des cinq dernières années. Au centre de ces investissements, il y a l'armement. La Grèce a commandé à Dassault 24 Rafale et à Naval Group trois frégates, le tout pour 5,5 milliards d'euros. Une quatrième frégate a été ajoutée au panier de Naval Group en 2025.

Le justifiant par les

tensions récurrentes avec la Turquie, la Grèce vient de se lancer dans une refonte de son armée, présentée comme la plus importante de son histoire. C'est pour ce pays de 10 millions d'habitants un budget colossal : il va consacrer 25 milliards d'euros sur douze ans, avec des achats importants de matériels. On parle notamment d'un dôme anti-missiles, anti-aérien et anti-drones appelé « Bouclier d'Achille » qui ferait le bonheur d'un Thales, et de quatre sous-marins qui feraient celui de NavalGroup.

Les deux pays ont renouvelé leur accord de partenariat stratégique pour une période de cinq ans, assorti

d'une clause de reconduction automatique à durée indéterminée. Macron a proposé aussi un échange afin que les vieux avions de combat Mirage que possède la Grèce soient transférés à l'Ukraine, tandis que de nouveaux Rafale à prix réduit lui seraient fournis. Une aubaine pour Dassault.

Au-delà de ces commandes militaires, Macron a multiplié les postures guerrières. Il s'est ainsi adressé à « tous nos ennemis, potentiels ou réels », pour leur signifier qu'il fallait « qu'ils sachent très clairement » qu'« il n'y avait pas d'interrogation à avoir » : en cas d'agression militaire contre la Grèce, l'impérialisme français répondra à la clause d'assistance mutuelle. Pour Macron,

Rougeole : le virus tue, la société aussi

Au Bangladesh, une épidémie de rougeole a déjà fait plus d'une centaine de morts en quelques semaines.

Le gouvernement l'explique par la pénurie de vaccins. Une des principales raisons de cette pénurie est la décision de Trump, début 2025, de réduire les aides américaines au financement des programmes de développement des pays pauvres. D'autres pays riches comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, ainsi que l'Union européenne, ont fait de même. La lutte contre le Sida, la rougeole, la tuberculose, le paludisme et bien d'autres maladies infectieuses qui font des ravages, en a immédiatement subi les conséquences.

La rougeole est une des maladies contagieuses les plus graves. En 2024, l'OMS avait comptabilisé 59 épidémies dans le monde, ayant fait 95 000 morts, pour la plupart des enfants de moins de cinq ans. Mais la rougeole est aussi une maladie qu'on sait soigner grâce à une vaccination, simple et peu coûteuse, efficace à condition que 95 % de la population soit vaccinée. Avec l'arrêt des aides américaines et

européennes, les gouvernements du Bangladesh et de bien d'autres pays sont dans l'incapacité d'obtenir les doses indispensables, d'où l'épidémie actuelle.

En plus des conséquences dramatiques des choix des dirigeants occidentaux, il faut craindre celles des discours contre les vaccins. S'appuyant sur les scandales nombreux liés à des médicaments, les opposants à la vaccination obligatoire réclament qu'elle relève d'un choix individuel dit libre. On peut donc mourir de la rougeole par faute de vaccins, dans des pays pauvres comme dans des pays riches tels que la France ou l'Italie, du fait de ces campagnes mensongères.

Des millions de personnes dans le monde meurent tous les ans de maladies qu'on peut guérir, comme la rougeole, le paludisme ou la tuberculose. Et cela condamne cette société capitaliste soumise aux impératifs de la rentabilité financière et qui nourrit l'obscurantisme antivaccin.

Cédric Duval



cette posture doit « inspirer » le reste de l'Europe. Car si l'opposition entre la Grèce et la Turquie s'est ravivée quand en 2020, cette dernière a envoyé des bateaux civils et militaires prospector des champs de gaz dans les eaux grecques, Macron vise plus loin. Il en a appelé au « sursaut » de l'Europe

en matière de défense au moment où « un président américain, un président russe et un président chinois sont farouchement opposés aux Européens », pas moins. Dans l'escalade militaire et guerrière qui agite le monde, Macron monte sur ses ergots pour avoir sa part.

Serge Benham

Groupe Elsan – Perpignan : deux cliniques en grève

L'INDÉPENDANT CHARLES BARON



Depuis vendredi 24 avril, la majorité des travailleurs des cliniques Médipôle, à Perpignan et Cabestany, sont en grève pour leurs salaires.

Les salariés de Medipôle exigent que la prime d'intéressement, qui peut atteindre 1500 euros, soit pérennisée sous la forme d'un 13^e mois. Ils demandent aussi la révision de la grille des salaires. Leurs revendications concernent aussi les conditions de travail qui se dégradent, un sous-effectif organisé et des remplacements et déplacements de personnel de plus en plus fréquents.

Ces deux cliniques, Saint-Roch et Saint-Pierre, font partie depuis quelques années du groupe Elsan, devenu leader de l'hospitalisation privée, avec plus de 200 établissements en France. La priorité de ce groupe est évidemment de soigner... ses profits ! Il faut « optimiser », faire du

chiffre, dégager des bénéfices, en commençant par s'en prendre aux conditions de travail et de rémunération du personnel.

La direction, en collaborant pour cela avec l'ARS et la préfecture, a mis en place un grand nombre de réquisitions, jugées par les grévistes contestables voire abusives. Des huissiers viennent jusque sur le piquet de grève les remettre aux salariés, quand ce ne sont pas les gendarmes qui viennent au petit matin à domicile.

Lundi 27 avril à midi, la direction de Medipôle devait recevoir les représentants du personnel, mais en limitant le nombre à quatre délégués syndicaux. Plus de 150 grévistes rassemblés en Assemblée générale

ont aussitôt décidé de s'y rendre tous, et imposé que la délégation soit élargie à tous les représentants et délégués du personnel. À l'issue de cette réunion, la direction n'ayant que des « cacahuètes » à proposer, l'assemblée a voté unanimement la reconduction du mouvement et fixé l'heure de l'AG du lendemain. Le soir même, à la clinique Saint-Pierre, une réunion entre représentants du personnel et le directeur – par ailleurs président du Medef départemental – se tenait, avec le même résultat, c'est-à-dire aucun, sans surprise. La direction se plaignant de la désorganisation des services liée à la grève, elle s'est entendu répondre que c'était sa politique de rentabilité qui causait une désorganisation permanente. Là aussi la grève était reconduite avec enthousiasme, la détermination étant renforcée par la venue et l'intervention d'une délégation de l'autre clinique Medipôle, chaleureusement accueillie.

Des banderoles et pancartes reprenant les revendications devraient servir lors d'actions prochaines à destination du public, ou en visant l'ARS par exemple. Les contacts se mettent en place entre les différents établissements déjà touchés par la grève ou qui le seront bientôt, comme la Polyclinique Méditerranée – Notre Dame, elle aussi rattachée au groupe Elsan.

Correspondant LO

ArcelorMittal – Florange : ils font reculer le patron

Vendredi 24 avril, la cinquantaine de travailleurs de Nord Chrome, filiale d'ArcelorMittal, sur le site de Florange dans la Moselle, ont tous cessé le travail au poste du soir. Ils ont été suivis dans la grève par les postes suivants.

Sans ces travailleurs qui traitent la surface des cylindres de laminage, le site a été très rapidement impacté. Les grévistes revendiquaient 100 euros d'augmentation et des indemnités de transport.

La direction, jusque-là sourde et aveugle aux revendications s'est tout d'un

coup réveillée. Le dimanche soir un directeur est venu sur le site et a lâché 40 euros d'augmentation générale, une prime de carburant de 50 euros par mois jusqu'à la fin de l'année et une prime exceptionnelle de 500 euros.

Soutenus par la CGT du site, en quelques jours, les travailleurs de Nord Chrome

ont fait reculer en partie leur patron. Non seulement, leur travail est indispensable à la bonne marche de tous les laminoirs du site de Florange qui emploie près de 2 000 salariés, mais surtout, ils étaient déterminés.

Comme le disait un gréviste : « On en a marre de regarder nos assiettes vides tandis que là-haut ils se goinfrent. » En tout cas, ils ont tenu bon face aux manœuvres de la direction qui a tenté de les remplacer par des salariés en repos.

Correspondant LO

RATP ligne 13 : c'est clair comme de la laine de roche !

Vendredi 24 avril, les conducteurs de la ligne 13 du métro parisien se sont mis en grève pour protester contre la façon dont la RATP gère le problème de l'amiante.

Cette ligne est en pleine restructuration des voies pour recevoir le nouveau matériel roulant, ce à quoi s'ajoute une multitude de travaux de rénovation des stations. Dans chaque chantier, avant de percer ou casser un mur ou du carrelage, des échantillons doivent être prélevés pour analyse concernant la présence d'amiante.

Cette fois, il s'agissait d'un chantier à la station Plateau de Vanves début avril. De nouveau, la procédure a été émaillée de cafouillages : après les prélèvements, la RATP a dit qu'il n'y avait pas d'amiante, avant de dire le lendemain qu'il y en avait et finalement, après des mesures de l'air à cet endroit, de répéter qu'il n'y en avait pas.

Tout cela n'étant pas clair, les conducteurs se sont mis en grève pour protester contre le manque de

transparence de la direction concernant l'amiante. Le sujet n'est pas nouveau : une grève similaire avait eu lieu en 2025, posant aussi le problème de la qualité de l'air dans le réseau souterrain, alors que la RATP s'opposait à toute mesure.

Pour les travailleurs du métro, il n'est donc pas question de faire confiance à la direction. Ils réclament des informations en temps réel sur les chantiers programmés.

La grève a été suivie et cela s'est vu, malgré la « réserve » mise en place pour tenter de remplacer les grévistes, au point que les horaires des trains ont dû être modifiés et que la RATP a dû communiquer dans les médias sur la perturbation du service. C'est bien le meilleur moyen, pour les travailleurs, de se faire entendre et respecter.

Correspondant LO

Société STN : basse vengeance contre Rachel Kéké

Rachel Kéké, animatrice d'une lutte des femmes de ménage de l'hôtel Ibis-Batignolles à Paris entre juillet 2019 et mai 2021, attaque aux prud'hommes son employeur qui voudrait la muter loin de chez elle.

La grève dans cet hôtel Ibis, 700 chambres, l'un des plus gros d'Europe, avait fait reculer la société de nettoyage STN, un des sous-traitants de l'époque du groupe Accor, propriétaire de l'hôtel.

Porte-parole de cette grève, Rachel Kéké était allée en soutien d'autres une fois élue députée La France insoumise en 2022. Battue à quelques centaines de voix près aux législatives anticipées de 2024, elle a réintégré l'entreprise STN dont le patron n'a pas oublié son

rôle dans la grève. STN ayant perdu son contrat avec l'hôtel Ibis, elle voudrait en profiter pour se débarrasser de cette militante en la mutant à plus de 40 km de chez elle.

Le jugement des prud'hommes n'est pas attendu avant plusieurs mois tandis que la direction multiplie les mises en demeure, voire les menaces de licenciement.

Un acharnement patronal, qui tient de la basse vengeance.

Jean Sanday



Stellantis – Poissy : contre le projet de fermeture

Le 16 avril, lors d'une réunion d'un CSE extraordinaire, la direction annonçait la fin de la fabrication de voitures à l'usine de Poissy, dans les Yvelines.

Même si la direction le conteste, cette annonce signe bien sa fermeture, menaçant l'emploi de ses 2 000 travailleurs ainsi que des milliers d'emplois chez les équipementiers et sous-traitants qui fournissent les pièces nécessaires à la fabrication de l'Opel Mokka.

Bien avant cette annonce, la fédération de la métallurgie CGT avait appelé à une manifestation pour le 23 avril dans la ville de Poissy. L'UNSA puis Sud ont rejoint cet appel, Sud appelant à la grève dans l'usine. Finalement, ce sont près de 400 personnes, dont une centaine de salariés de l'usine,

qui se sont retrouvées ce jour-là sur la place de l'hôtel de ville pour des prises de parole avant de se diriger en manifestation vers l'usine. Beaucoup de militants syndicaux des diverses entreprises de la région étaient venus protester ainsi contre cette attaque inacceptable. Des militants de deux sous-traitants étaient aussi présents, ceux de MC Syncro, qui fournissent les roues, et ceux de Forvia à Méru dans l'Oise, qui fournissent les planches de bord et les panneaux de porte, sont directement menacés par la décision de Stellantis.

Cette présence impor-

tante est le fruit d'un long travail des militants Sud de l'usine de Poissy, qui depuis près de deux ans ont tissé des liens avec les travailleurs de quelques équipementiers, bien conscients que, dans la bataille contre Stellantis, ses salariés et ceux des fournisseurs ont des intérêts communs et doivent s'unir.

Des délégations de travailleurs de Renault Flins qui étaient appelés à débrayer ce jour-là, de quelques autres usines de Stellantis et de cheminots étaient aussi venues apporter leur soutien.

Pour beaucoup de parti-

cipants, la prochaine étape doit partir de l'intérieur de l'usine, car c'est là que les travailleurs de Stellantis Poissy devront s'organiser pour s'adresser à tous les autres travailleurs, menacés ou non de licenciement, à commencer par leurs camarades de Renault Flins,

distants de quelques kilomètres seulement.

Effectivement, c'est bien en militant pour une lutte d'ensemble que les travailleurs pourront imposer au patronat leur droit à l'existence, à un salaire et à un travail.

Correspondant LO



Manifestation à Poissy, le 23 avril.

Groupe Bodet : non au licenciement d'un militant !

À Trémentines, près de Cholet, la direction du groupe Bodet a décidé d'engager une procédure de licenciement contre Florent, délégué syndical Sud de l'usine depuis plus de dix ans.

Bodet est fabricant de tableaux d'affichage électroniques et réparateur de cloches pour les églises. Le patron reproche des propos véhéments, qu'il aurait tenus en réunion, à ce militant qui avait bien des raisons d'être en colère contre sa direction. En effet, à l'occasion du changement d'un logiciel de gestion des stocks, Bodet voudrait que les salariés viennent travailler un week-end complet, pour ne perdre aucun jour de production !

Dans une usine connue

pour ses bas salaires, mais où le travail se fait en journée normale, les travailleurs voient cette demande comme un dangereux précédent. Le syndicat Sud rappelait à juste titre que l'entreprise, dont le chiffre d'affaires et les profits augmentent chaque année, a les moyens de faire ce changement de logiciel en semaine, qu'elle peut prendre sur ses profits pour les deux jours de production perdus, et pas sur le temps libre des travailleurs. En plus, ce week-end de travail imposé

tombe sur le traditionnel concours de pêche organisé par le CSE, moment de retrouvailles apprécié de tous. Mais, pour la direction, la vie des travailleurs se résume à la journée passée à l'usine.

La direction de Bodet veut se débarrasser d'un militant combatif, qui est de toutes les luttes dans sa région, et se retrouve aux côtés de tous les travailleurs qui se battent, quelle que soit leur étiquette syndicale, qu'ils en aient une ou non. Là est la cause réelle de la procédure de licenciement, surtout quand on connaît le pédigrée du DRH de Bodet. Pour ce militant catholique intégriste, fils de général et proche de prêtres traditionalistes, le licenciement de Florent est politique à plus d'un titre.

Vendredi 17 avril, un rassemblement de soutien et de protestation regroupant une centaine de personnes a eu lieu devant l'usine Bodet de Trémentines. Il a été l'occasion de discuter des attaques en cours contre le monde du travail, et de dénoncer ce patronat qui cherche à abattre toutes les têtes qui dépassent.

Correspondant LO

Livreurs à vélo : l'esclavage moderne

Mercredi 22 avril, une plainte a été déposée en France contre les deux multinationales de la livraison, Uber Eats et Deliveroo, pour « *traitements d'êtres humains* ».

Les quatre associations à l'initiative de cette plainte représentent des livreurs qui ont appris à ne pas se laisser faire et à s'organiser.

Ces plateformes de livraison se sont développées depuis plus d'une quinzaine d'années et les deux entreprises ont un quasi-monopole dans ce secteur qui les rend richissimes. Elles sont cotées en bourse et valent chacune plusieurs dizaines de milliards d'euros. Et, comme toutes les entreprises capitalistes, l'exploitation de travailleurs est à la base de leur fortune.

Dans leur cas, il s'agit beaucoup de travailleurs étrangers, dont les deux tiers sont en situation irrégulière. Ce n'est pas un hasard, mais un choix de ces multinationales pour aggraver l'exploitation. Sous couvert d'un statut de travailleur indépendant, elles ont pu imposer des horaires à rallonge, des tarifs extrêmement bas. Ces livreurs sont à la merci des plateformes qui peuvent les ostraciser à loisir, les faire courir au maximum, et ne prendre en charge aucun frais, aucune sécurité sociale, etc. Ceux qui protestent sont immédiatement discriminés et même mis sur liste noire dans les magasins opérant avec les plateformes. Quant aux truands qui profitent de

ces travailleurs irréguliers en leur louant des comptes à leur nom et en les faisant payer des sommes délirantes juste pour avoir le droit de travailler, ils ne sont pas inquiétés.

Malgré tout cela, les livreurs ont assez vite trouvé le chemin de la lutte. Des premiers rassemblements il y a quelques années, aux associations d'aujourd'hui, ils se sont fait entendre. Certains ont imposé à Deliveroo d'être reconnus comme salariés pour avoir leurs droits en cas de licenciement. Deliveroo a aussi été condamné pour travail dissimulé. Aujourd'hui avec cette plainte, une première mondiale, ils veulent imposer à ces vautours des conditions de travail et de salaires moins scandaleuses. Ils méritent un plein soutien !

Quand ce type de plateforme a vu le jour, bien des commentateurs glosaient sur la nouvelle forme d'indépendance censée rendre le salariat dépassé. Mais, quelle que soit la forme plus ou moins moderne qu'il assume, le capitalisme reste un système barbare d'exploitation, auquel la seule réponse est la lutte collective. Et comme à chaque fois, il se trouve des travailleurs qui ont l'énergie et le courage de l'engager.

Marion Ajar



PCM – Champtocé-sur-Loire : victoire sur les salaires

L'usine PCM Manufacturing de Champtocé-sur-Loire, dans le Maine-et-Loire, appartient à l'entreprise internationale PCM, présente dans des dizaines de pays et spécialisée dans les systèmes de pompage pour l'énergie (pétrole et gaz) et l'alimentaire.

PCM est la propriété du groupe Gévelot, coté à la Bourse de Paris et lui-même détenu par la famille Martignoni. En 2014, afin de payer moins d'impôts et, au passage, de diviser les travailleurs, la direction a morcelé le site en trois entités : PCM Manufacturing (150 ouvriers), PCM Europe (150 employés) et PCM Technologie (20 salariés).

À l'occasion des négociations annuelles obligatoires, la direction, sûre d'elle et de

son bon droit, ne voulait pas donner plus de 1 % d'augmentation générale, avec un talon minimum de 30 euros. Comme dans la plupart des autres sites angevins de la métallurgie, les travailleurs étaient censés se satisfaire de peu, la direction prétendant favoriser les augmentations individuelles... alors que les hausses de prix n'arrêtaient pas. C'était une provocation. Car si la direction de PCM se dit affectée par la guerre au Moyen-Orient,

elle se garde de donner des chiffres précis pour le démentir et le chiffre d'affaires en 2025 a progressé de 13 %.

Réunis en assemblée générale vendredi 17 avril par les délégués de la CGT, la presque totalité des ouvriers de PCM Manufacturing ont décidé, après avoir évoqué l'hypothèse de débrayages successifs, d'opter pour la grève totale, de revendiquer 100 euros d'augmentation pour tous et l'embauche des intérimaires qui la désiraient. Le nombre de grévistes se maintenant autour de 90 %, avec parmi eux des intérimaires, la direction a fini mercredi 22 avril par proposer une augmentation de 60 euros pour tous, ainsi que l'embauche de cinq intérimaires. La reprise a été décidée après une assemblée de l'ensemble des grévistes, non pour l'après-midi comme l'aurait souhaité la direction, mais pour le lendemain.

Comme l'a dit un des travailleurs présent au piquet de grève : « Certes il s'agit d'un résultat modeste mais cela nous a permis de relever la tête et de recréer une unité entre nous. Cela, ça n'a pas de prix et soyons certains que la direction s'en souviendra ».

Correspondant LO



GSF – Pau : sous-traitants, pas sous-travailleurs !

Judi 23 avril, la quasi-totalité des 30 travailleurs de GSF qui s'occupent de l'entretien dans l'usine Safran de Bordès, près de Pau, se sont mis en grève.

Il y a quelques semaines GSF, une multinationale du ménage qui exploite 43 000 salariés dans le monde et a généré 1,4 milliard d'euros de chiffres d'affaires en 2024, a récupéré le contrat de l'entretien chez Safran. Les salariés n'ont pas fait que changer d'uniforme, les nouveaux patrons ont aussi cherché à les soumettre à des conditions de travail plus dures. Selon le nouvel avenant à leur contrat, ils pourraient travailler le week-end et les jours fériés, voir leurs horaires changer du jour au lendemain ou encore être

contraints d'aller travailler sur d'autres chantiers gérés par GSF dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres.

En plus de tout ça, la direction de GSF a décidé qu'elle ne remplacerait pas quatre postes vacants, surchargeant ainsi de travail ceux qui restent. Une des attaques qui a particulièrement fait réagir est la suppression de la subvention dont bénéficiaient les salariés pour aller déjeuner au restaurant d'entreprise où mangent les salariés de Safran. Tous ceux qui avaient l'habitude d'y manger ont dû

se débrouiller pour déjeuner ailleurs, dans des salles sans équipements, dans des escaliers, n'importe où il y a un peu de place pour se poser avec sa gamelle. Aux attaques les patrons de GSF ont donc ajouté le mépris, et cela ne passe pas !

La grève a immédiatement suscité la solidarité des travailleurs de Safran, auxquels les grévistes se sont adressés. Les patrons ont tenté de casser le mouvement en faisant venir des chefs d'équipe qu'ils sont allés chercher parfois bien loin de l'usine pour remplacer les grévistes. Mais cela n'a pas entamé leur détermination et la grève continue !

Correspondant LO



Samsic Shuttle – Roissy : 4^e semaine de grève

Lundi 27 avril, les conducteurs des navettes de Samsic Shuttle, transportant principalement les passagers sur les pistes ou d'un terminal à l'autre, entamaient leur 4^e semaine de grève totale à l'aéroport de Roissy.

Bien que dépendant d'une petite structure d'une centaine de salariés, les conducteurs font partie du groupe Samsic, comptant 155 000 salariés dans le monde et faisant un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards qui a doublé en cinq ans. En fait de groupe familial, quand son fondateur Christian Roulleau a passé la main à son gendre il y a six ans, c'est avec près d'un milliard d'euros, le mettant au niveau de la 150^e fortune de France.

Ce groupe qui sponsorise le stade de foot de Rennes, sans être le Qatar, a donc de l'argent ! Cela rend d'autant plus choquantes les conditions de travail des salariés : des horaires qui changent d'un jour à l'autre sans prévenir, des fiches de payes illisibles, des salaires qui ne dépassent le minimum

qu'avec les primes. Sans parler des bus hors d'âge aux sièges qu'il faut ajuster à la clé de 10, aux vitres remplacées par du plexiglas, aux pneus usés ou sous-gonflés, aux freins défectueux et aux portes qui s'ouvrent toutes seules. Et bien qu'il existe d'autres activités de Samsic sur la plateforme, les salariés n'ont ni la même paye ni les mêmes conditions.

Aux premières réunions sur les salaires, la direction a eu le culot de proposer... 1 % d'augmentation ! Aujourd'hui, si elle ne cède toujours rien, la grève la gêne. Samsic est aussi une grande agence d'intérim. Elle a remplacé les grévistes par des intérimaires auxquels elle promet l'embauche en CDD. Mais les grévistes ont le moral et tiennent bon.

Correspondant LO

Lustucru – St-Genis-Laval : mort pour le profit

Dans la nuit du 17 au 18 avril, alors qu'il nettoyait un laminoir à pâte dans l'usine Lustucru de Saint-Genis-Laval près de Lyon, un jeune de 22 ans a été happé par la machine et est décédé. À l'usine Lustucru, ces tâches étaient autrefois réservées aux salariés expérimentés.

Quels que soient les résultats de l'enquête en cours, ce nouveau mort, insupportable, s'ajoute à une liste trop longue.

En France, les moins de 25 ans ont 2,5 fois plus de risques de mourir au travail. Deux morts sur trois surviennent dans la première année d'emploi : intérimaires, CDD et alternants sont les plus touchés. Quand on connaît la rentabilité de ces contrats précaires et les économies faites sur la sécurité, on ne peut pas parler de simples accidents du travail, mais de morts pour le profit.

Correspondant LO

SNCF – Lyon : des attaques qui ne passent pas

Jeudi 23 avril, une centaine de cheminots grévistes se sont rassemblés, à l'appel de la CGT, de SUD et de la CFTD, devant la tour Incity à Lyon où se tenait un CSE avec la direction des TER.

Un peu plus nombreux que lors du premier rassemblement, le 10 avril, et venus de plusieurs services, les grévistes s'opposent aux suppressions de postes. Les contrôleurs étaient à nouveau les plus mobilisés avec 70 % de grévistes à la Part-Dieu et 80 % à Perrache. Dans ce dernier dépôt, la direction veut supprimer 25 postes de contrôleurs sur 80, en imposant « l'équipement agent seul » (EAS) sur l'axe Mâcon-Valence. Cet équipement, censé permettre au conducteur de gérer le train à lui seul, sert de prétexte à cette saignée. Le conducteur se retrouverait à bord sans l'aide du contrôleur pour faire face

aux incidents, pourtant fréquents. Ainsi la semaine précédant la mobilisation, la présence d'un contrôleur a permis qu'un voyageur inanimé enfermé dans les toilettes soit secouru rapidement, un médecin appelé et les pompiers avertis. Un secours que le conducteur seul n'aurait jamais pu apporter depuis sa cabine.

Loin de l'image qu'ils ont, le rôle des contrôleurs ne se limite pas à la vérification des billets : ils assurent des tâches de sûreté indispensables. Mais pour la SNCF, seule la rentabilité financière compte. Elle supprime donc des postes à tour de bras, dans les trains comme dans les gares, avec

le plus grand mépris pour les travailleurs et les voyageurs. À la gare de la Part-Dieu, ce sont les agents de quai TGV qui sont menacés, la direction voulant donner une large part de leurs missions aux contrôleurs.

Sans surprise, la direction n'avait rien à proposer lors de son CSE. À la sortie, les responsables syndicaux l'ont expliqué aux grévistes et se sont contentés d'annoncer un nouveau rassemblement devant la Région le 7 mai, comme cela avait été décidé la veille par l'intersyndicale. Beaucoup n'en étaient pas satisfaits, car depuis le 10 avril, des militants et aussi quelques non-syndiqués ont multiplié les tournées, avec des discussions nombreuses. Un noyau d'une quinzaine de contrôleurs s'est convaincu



CGT

de la nécessité d'un mouvement plus déterminé pour peser sur la direction, réfléchissant à une grève durant tout le week-end du 7 mai. C'est ce qui a été proposé par les plus combattifs lors de ce rassemblement, discuté et approuvé par un vote majoritaire, malgré l'opposition des responsables syndicaux

qui veulent conserver le monopole des initiatives.

D'ici le 7 mai, les plus déterminés ont bien l'intention de faire partager leur colère, pour que le mouvement monte en puissance. Comme le disait l'un d'eux : « il y a de l'adrénaline, c'est maintenant qu'il faut y aller. »

Correspondant LO

France Travail : vers le mensonge de masse

À France Travail, le nombre d'inscrits, parmi lesquels figurent désormais en plus des chômeurs les allocataires du RSA, augmente. Les salariés, eux, sont toujours en sous-effectif et leurs salaires insuffisants.

La seule chose qui

augmente autant que la charge de travail – et qui l'aggrave ! – ce sont les réunions au cours desquelles la direction fait preuve d'une créativité débridée. Après la période « aller vers le demandeur d'emploi », elle vient de sortir le « suivi personnalisé de masse ».

Si la contradiction dans les termes a permis un moment de franche rigolade dans ces réunions interminables, elle illustre aussi très bien la politique du gouvernement et de France Travail. Elle dit en substance aux salariés du placement et de l'indemnisation,

qui gèrent chacun des dizaines, voire des centaines de demandeurs d'emplois, qu'ils ne pourront compter sur aucune embauche pour soulager la pression.

Chez France Travail, le mépris du gouvernement pour les travailleurs s'exprime aussi bien dans les

attaques contre les chômeurs que dans cette façon de dire aux salariés qu'il faut faire toujours plus, avec toujours moins de temps, de moyens et de salaire. De quoi passer de l'exaspération personnelle à la révolte de masse !

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Mali : la population entre djihadistes et militaires

Les groupes armés djihadistes et leurs alliés indépendantistes touaregs ont attaqué pendant le week-end des 25 et 26 avril la capitale, Bamako, et cinq autres villes du Mali.

Le ministre de la Défense, Sadio Camara, considéré comme le numéro deux du régime, a été tué lors d'un attentat dans sa résidence.

Cette attaque marque une progression sans précédent du principal groupe djihadiste, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al-Qaïda. Celui-ci contrôlait déjà de nombreux villages dans le nord et le centre du pays, mais cette fois il s'agit de bien autre chose. Outre la capitale, les villes attaquées, Gao, Sévaré, Mopti, Bourem abritent chacune des dizaines de milliers d'habitants et l'armée malienne s'est avérée bien incapable de les défendre pendant de longues heures. Quant à Kidal, considérée comme la capitale des Touaregs, les indépendantistes du Front de libération de l'Azawad

(FLA) s'en sont bel et bien emparés, forçant l'armée malienne et ses supplétifs russes de l'Africa Corps, nom de l'ancienne milice Wagner, à s'en retirer piteusement.

Les deux groupes qui ont donné l'assaut ont des objectifs différents. Le GSIM veut instaurer sur tout le Mali, et même au-delà, un califat islamique régi par la charia. Le Front de libération de l'Azawad revendique pour sa part l'indépendance de la vaste zone du nord du pays peuplée de Touaregs. Il se dit laïc et est l'héritier des mouvements qui n'ont cessé de se revendiquer de l'Azawad, le nom donné à cette région. Cela n'empêche pas ces deux groupes, qui furent tantôt rivaux et tantôt alliés, de faire aujourd'hui cause commune pour renverser la junte militaire en place à

Bamako et son chef, Assimi Goïta.

Cette lutte entre les gouvernements maliens, les groupes djihadistes et les mouvements indépendantistes se poursuit depuis 2013. Les dirigeants maliens inféodés à la France avaient alors fait appel à son armée pour les sauver. Celle-ci s'est comportée comme une bande armée supplémentaire, indifférente aux maux dont souffrait la population, et n'a pas empêché que le pays plonge dans un chaos grandissant. En 2021, les chefs de l'armée malienne, portés au pouvoir par un coup d'État, ont décidé de changer de protecteur et de s'adresser aux paramilitaires du groupe russe Wagner, sans plus de résultat. Les djihadistes ayant continué à gagner du terrain, ils avaient déjà assez de forces fin 2025 pour soumettre les principales villes du pays à un blocus en attaquant systématiquement



Des rebelles touaregs de la coalition du FLA à Kidal, le 26 avril.

les transports de carburant, tuant au besoin les chauffeurs. Dans les villages qu'ils contrôlent, ils font régner la loi islamique la plus stricte, obligeant les instituteurs à s'enfuir, contraignant les femmes à la soumission et assassinant impitoyablement ceux qui leur résistent. Cette terreur est le pendant de celle exercée par l'armée malienne et

ses supplétifs russes lorsqu'ils débarquent dans les zones sous influence djihadistes, n'hésitant pas à se livrer aux pires exactions.

La population se retrouve prise entre ces bandes armées, qui sont le résultat de la situation de sous-développement dans lequel l'impérialisme maintient cette région d'Afrique.

Daniel Mescla

Il y a 40 ans : la catastrophe de Tchernobyl

Le 26 avril 1986, dans ce qui était alors l'Union soviétique, une catastrophe majeure se produisit à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Lors d'un test de sécurité, son réacteur n° 4 explosa, projetant dans l'atmosphère une grande quantité de produits radioactifs.

Alors que le nuage radioactif s'étendait rapidement sur l'Europe, et au-delà, ici, les autorités françaises prétendirent qu'il épargnait le pays. Il ne fallait pas laisser craindre qu'un jour, un tel drame puisse survenir dans la première puissance d'Europe en matière d'électricité nucléaire. Toutes les chaînes de télévision furent donc mentir, publiant cartes et commentaires sur le nuage de Tchernobyl qui se serait « arrêté à nos frontières ».

Quarante ans plus tard, les médias ont tenu à faire preuve de la même « responsabilité ». Bien peu ont rappelé que des catastrophes nucléaires avaient eu lieu avant Tchernobyl, comme à Three Mile Island, aux États-Unis, même si les conséquences n'en avaient pas été aussi tragiques. Celle de Fukushima au Japon, en 2011, classée au même niveau 7 d'intensité des accidents nucléaires, a été aussi en grande partie « oubliée ». Sans doute parce qu'elle témoigne d'un mépris des

populations par un État capitaliste développé et d'un degré d'irresponsabilité des grandes compagnies d'électricité n'ayant rien à envier à ce dont le régime de la bureaucratie soviétique fit la preuve lors de ce drame.

Catastrophe et glasnost

Gorbatchev dirigeait alors l'Union soviétique mais il n'apprit du KGB (la police politique) ce qui était arrivé que le 27 avril. Il mit

plusieurs jours à communiquer sur la catastrophe, mais le seul fait d'en parler tranchait avec la pratique d'un régime qui avait par le passé tué certains accidents nucléaires.

Au pouvoir depuis un an mais peinant à asseoir son autorité à la tête de l'État, Gorbatchev se faisait fort d'y parvenir en ralliant à lui des secteurs de la population. Pour cela, il lui promettait la « refonte de la société » (la *perestroïka*) et plus de « transparence » (la *glasnost*). Cela n'empêcha pas le Kremlin de minimiser l'ampleur de la catastrophe. En particulier, il ne voulut pas évacuer tout de suite les populations ukrainiennes

et biélorusse vivant près de Tchernobyl, ni avertir les deux millions d'habitants de Kiev, la toute proche capitale de l'Ukraine. Et ce n'est qu'au début du mois de mai qu'on installa une zone d'exclusion de trente kilomètres autour de Tchernobyl, où vivaient 135 000 personnes.

Les équipes chargées de « liquider » l'incendie du réacteur – des pompiers, des soldats, des volontaires, qui combattirent le feu et furent ramassés des débris irradiés sans autre équipement que des protections dérisoires – furent envoyées à une mort certaine. Pratiquement, dans les semaines et les mois qui suivirent, tous les « liquidateurs » décédèrent du fait d'avoir été contaminés. Aucune statistique n'ayant été publiée, on ignore le nombre précis des victimes civiles, mais il est estimé à 43 000.

Vinci, Bouygues, Westinghouse...

Comme il fallait désigner des coupables, la justice condamna peu après quelques responsables techniques de la centrale à des années de camp. Quant au réacteur même, après une première tentative infructueuse, il fallut encore une bonne dizaine d'années

avant qu'on l'isole sous une enceinte de confinement, un « sarcophage » de 18 000 tonnes de béton et de métal.

Les firmes françaises de BTP Bouygues et Vinci, réunies au sein du consortium Novarka, se taillèrent la part du lion de ce marché colossal. Estimé à un demi-milliard d'euros il y a vingt ans, il fut financé en grande partie par la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

En 2000, on annonça qu'on avait fermé le dernier réacteur en activité de Tchernobyl. Le nucléaire civil ukrainien n'en a pas moins continué à faire saliver les géants mondiaux du secteur. Ainsi, la firme américaine Westinghouse a, depuis des années, obtenu de l'État ukrainien l'exploitation des centrales ukrainiennes, dont celle de Zaporozjia, que contrôle l'armée russe, même si cela reste pour l'heure en grande partie virtuel.

Quand Zelensky, à propos de la guerre en cours, vitupère le « terrorisme nucléaire russe », il se fait aussi, sinon surtout, le défenseur des intérêts de Westinghouse.

Pierre Laffitte



À Tchernobyl, des « liquidateurs ».